



OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Suivi de l'examen des dépenses prévues dans le budget de 2012 : *Le point sur la demande d'information 0080*

Le 9 mai 2012

Le directeur parlementaire du budget (DPB) a pour mandat de présenter au Sénat et à la Chambre des communes une analyse indépendante de l'état des finances de la nation, du budget des dépenses du gouvernement, ainsi que des tendances de l'économie nationale.

Points saillants de la présente note :

- Le 12 avril 2012, le DPB a communiqué la demande d'information 0080 à tous les organismes touchés par les réductions des dépenses prévues dans le budget de 2012¹. Les données recueillies aideront les parlementaires à examiner les mesures d'économie proposées dans le budget de 2012, notamment l'affectation des économies réalisées sur les activités de programmes des ministères, les réductions d'effectifs prévues et leurs répercussions sur les niveaux de service.
- Au 4 mai 2012, 8 ministères avaient répondu à la demande du DPB². Même s'ils représentent 9,64 % des ministères visés par les mesures d'économie que prévoit le budget de 2012, il s'agit de petits ministères de sorte que ce chiffre représente seulement 0,6 % de l'ensemble des mesures d'économie et 0,61 % des réductions d'effectifs prévues.
- Outre la présente note, le DPB a envoyé à nouveau la demande d'information 0080 en y précisant une date de réponse, soit le 23 mai 2012. Il continuera d'informer les parlementaires au sujet des réponses qu'il reçoit. L'analyse des données sera communiquée au cours des semaines à venir.

	Chiffre ou montant indiqué	Budget total	Pourcentage du budget de 2012
Ministères	8	83 ³	9,64 %
Mesures d'économie des ministères	29,9 millions \$	5,2 milliards \$	0,6 %
Réductions d'effectifs	116,7	19 200	0,61 %

¹ La demande d'information 0080 se trouve sur le site Web du DPB, à l'adresse : http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/InformationRequests/Requests/IR0080_letter_FR.pdf

² L'état des réponses pour chaque ministère indiqué dans la demande figure à l'annexe I.

³ L'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie et le Conseil national du bien-être ne font pas partie de l'analyse, car l'on sait fort bien que leurs mesures d'économie touchent l'ensemble de leurs budgets de fonctionnement.

Préparé par : Erin Barkel*

*Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec Erin Barkel (erin.barkel@parl.gc.ca).

Annexe I : Réponses à la demande d'information 0080

 Non

 Oui

<u>Nom du ministère</u>	<u>Réponse reçue?</u> <u>(Date)</u>
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	
Agriculture et agroalimentaire Canada	
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Vérificateur général du Canada	
Commission de révision agricole du Canada	
Agence des services frontaliers du Canada	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Agence du revenu du Canada	
École de la fonction publique du Canada	
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	
Commission canadienne du lait	
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Patrimoine canadien	
Instituts de recherche en santé du Canada	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
Agence canadienne de développement international	
Tribunal canadien du commerce extérieur	
Agence canadienne de développement économique du Nord	
Commission canadienne de sûreté nucléaire	27-avr-12
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	

Service canadien du renseignement de sécurité	
Agence spatiale canadienne	
Commission canadienne du tourisme	
Société Radio-Canada	
Citoyenneté et Immigration Canada	
Service correctionnel du Canada	
Service administrative des tribunaux judiciaires	
Développement économique Canada pour les régions du Québec	
Élections Canada	
Environnement Canada	
Conseil des produits agricoles du Canada	
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	
Finances Canada	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	
Pêches et Océans Canada	
Affaires étrangères	
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
Santé Canada	
Ressources humaines et Développement des compétences Canada	
Ressources humaines et Développement des compétences Canada (Travail)	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
Industrie Canada	

Suivi de l'examen des dépenses prévues dans le budget de 2012

Centre de recherche pour le développement international ^[Errata]	27-avr-12	PPP Canada	
Commerce international		Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	
Justice Canada		Bureau du Conseil Privé	
Bibliothèque et Archives du Canada		Agence de la santé publique du Canada	
Marine Atlantique S.C.C.		Service des poursuites pénales du Canada	
Centre national des Arts		Sécurité publique Canada	
Commission de la Capitale nationale	25-avr-12	Commission de la fonction publique	
Défense nationale		Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Office national du film du Canada		Gendarmerie royale du Canada	
Commission des libérations conditionnelles du Canada		Services partagés Canada	
Conseil national de recherches Canada ^[Errata]		Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	
Ressources naturelles Canada		Statistique Canada	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		Téléfilm Canada	
Commissariat au lobbying du Canada		Les Ponts Jacques-Cartier and Champlain incorporée	25-avr-12
Bureau du commissaire du centre de la sécurité des télécommunications		Commission des champs de bataille nationaux	25-avr-12
Bureau du commissaire du centre de la sécurité des télécommunications		Transports Canada	
Commissariat à l'intégrité du secteur public	24-avr-12	Bureau de la sécurité des transports du Canada	26-avr-12
Agence Parcs Canada		Secrétariat du conseil du Trésor	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	24-avr-12	Anciens Combattants Canada	
		VIA Rail Canada Inc.	
		Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	

Errata Une réponse a été reçue le 27 avril 2012 du Centre de recherche pour le développement international. Le Conseil national de recherches Canada n'a pas encore répondu à la demande. Les données agrégées présentées dans l'encadré du résumé demeurent inchangées.